

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société DUO METAL
Commune de COUDUN**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux et notamment son annexe I fixant les valeurs limites de rejets atmosphériques pour les installations d'incinération et son annexe II déterminant les valeurs limites d'émissions atmosphériques pour la co-incinération de déchets ;

Vu les arrêtés préfectoraux réglementant le fonctionnement de l'établissement exploité par la société DUO MÉTAL à Coudun, notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1983, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires de 1986, 1994 et 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport et propositions de l'inspectrice des installations classées du 22 juillet 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 4 août 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

- La société DUO MÉTAL exploite à Coudun un incinérateur de fûts métalliques susceptibles de contenir des résidus de déchets dangereux ;
- Les activités sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé s'appliquent aux installations existantes depuis le 28 décembre 2005 et il convient pour l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour respecter les dispositions prévues ;

- Le site de Coudun ne respecte pas les BATEL du Bref WI, les VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral du 15 avril 2011 (article 2) et celles de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux, pour les paramètres suivants : CO, COVT et SO₂ ;
- Des dispositifs de traitement des émissions ont été mis en place, mais on constate aujourd'hui que les valeurs limites sont toujours largement dépassées ;
- L'exploitant a fait réaliser une étude de risques sanitaires et une interprétation des milieux (IEM). Ces dernières concluent que l'état des milieux est compatible avec les usages constatés pour les paramètres étudiés (CO, COVT et SO₂) et que l'impact des émissions du site sur les risques sanitaires peut être considéré comme négligeable ;
- Dans le cadre de son dossier de réexamen IED, conformément aux dispositions de l'article R. 515-68 du Code de l'environnement, la société DUO MÉTAL a déposé une demande de dérogation pour les trois composants pour lesquels elle ne respecte pas les valeurs limites d'émission : le CO, les COVT et le SO₂ ;
- Cependant, cette dernière ne peut être acceptée car le guide relatif aux demandes de dérogation au titre de l'article R. 515-68 du Code de l'environnement précise que « l'obtention d'une dérogation au titre de l'article R. 515-68 du Code de l'environnement ne vaut pas dérogation à une disposition relevant d'un autre chapitre de la directive ou d'un arrêté ministériel applicable à l'installation ». Or, il n'existe pas de procédure permettant de déroger aux VLE relatives au CO, COT ou SO₂ imposées par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 et plus contraignantes que les BATEL du Bref WI ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

La société DUO MÉTAL, sise sur le territoire de la commune de COUDUN (60150) - 795 rue Saint-Hilaire, est tenue de fournir **dans un délai de 8 mois** une étude technico-économique visant à déterminer une solution permettant le respect des valeurs limites d'émission de l'arrêté du 20 septembre 2002. Cette étude sera accompagnée d'un calendrier de mise en œuvre.

ARTICLE 2. FRAIS :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3. PUBLICITÉ :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Coudun pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Coudun fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 4. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;

2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 5. EXÉCUTION :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Coudun, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 11 SEP. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société DUO MÉTAL

Le maire de la commune de Coudun

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

